

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 17 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Ignare pour la croire
- 2) Ils ne seront toujours pas là
- 3) Pour qui ils votent les...
- 4) Un grand désarroi
- 5) Le naturel revient au galop...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Elections régionales : la "dédiabolisation" ratée de Marine Le Pen



Affiche du Front national en Pays-de-la-Loire (Sipa)



Par Renaud Dély

Seule contre tous et incapable de trouver des alliés, l'extrême droite est condamnée à la défaite.

Caramba, encore raté ! Pour le Front national, les dimanches d'élections se suivent et ne se ressemblent pas. Sa percée historique au premier tour de la semaine dernière pouvait lui laisser espérer jusqu'à quatre conquêtes régionales. Le parti d'extrême droite est finalement sorti bredouille du second tour. L'échec est rude.

Pire encore, la famille Le Pen a subi deux lourdes défaites dans les duels qui l'opposaient à la droite dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie comme en Paca, où la gauche s'était retirée. Dans ces deux régions, malgré près de quinze points d'avance au premier tour, la tante, Marine Le Pen, et sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, s'inclinent lourdement en progressant à peine d'un tour à l'autre. Dans le Grand Est, comme en Bourgogne Franche-Comté, Florian Philippot et Sophie Montel ne parviennent pas davantage à profiter de triangulaires périlleuses pour se faufiler jusqu'à la présidence de région, les deux candidats du FN recueillant quasiment les mêmes scores qu'une semaine plus tôt.

Pour les Français, le FN n'est pas un parti comme les autres

Ce cru 2015 des régionales est donc lourd d'enseignements tant pour mesurer la dynamique du FN que pour analyser les lourds handicaps qui le tiennent encore éloigné du pouvoir.

Certes, avec 6,6 millions de voix, le parti d'extrême droite dépasse le meilleur score de son histoire, quand il avait recueilli 6,4 millions de suffrages au premier tour de la présidentielle de 2012. Depuis trois ans, le FN progresse d'ailleurs de façon continue de scrutin en scrutin : municipales, européennes, départementales et donc désormais régionales.

Toutefois, sa nette défaite au second tour démontre une fois de plus que pour l'écrasante majorité des Français, le FN n'est toujours pas un parti comme les autres.

Quarante-trois ans après sa création, il reste un parti d'extrême droite hostile aux valeurs républicaines et c'est bien ainsi que les électeurs le perçoivent. C'est ce que démontre le mouvement combiné d'un sursaut de mobilisation, la participation ayant fait un bond record de huit points, et de l'excellent report des électeurs de gauche sur Xavier Bertrand et même sur Christian Estrosi au profil pourtant peu socialo-compatible...

Le front républicain a porté ses fruits

Bref, comme lors du second tour des départementales de mars dernier, partout où l'extrême droite était en position de l'emporter, les électeurs ont fait bloc pour repousser ce danger. En décembre 2015, comme en mai 2002 lors de la présidentielle, cette stratégie du "Front républicain" continue de porter ses fruits et c'est là une fort mauvaise nouvelle pour Marine Le Pen.

La stratégie qu'elle a baptisée "dédiabolisation", c'est-à-dire le maquillage du FN en parti fréquentable, ne fonctionne pas, ou du moins pas assez. La présidente du FN a eu beau s'appliquer à donner des gages, comme la mise en scène du sacrifice de son père, rien n'y a fait : le Front national est un parti qui continue d'inspirer la peur à une nette majorité de Français, ce qui le condamne à la défaite en duel au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, sauf dans de rarissimes exceptions locales, municipales ou cantonales.

Des tensions internes à prévoir au FN

Bien entendu, Marine Le Pen et ses lieutenants s'appliquent déjà à faire porter le poids de ce nouvel échec sur les turpitudes du fameux "système politico-médiatique". Il n'empêche qu'un débat stratégique pourrait bien se rouvrir dans les mois qui viennent au sein du FN.

Seul contre tous, le parti d'extrême droite ne parvient pas, et ne parviendra sans doute jamais, à décrocher des positions de pouvoir nationales. Doit-il s'efforcer de séduire et de s'attacher le soutien de partenaires potentiels qui seraient autant de renforts indispensables au second tour ? Cette question va se poser de nouveau dans les rangs frontistes.

Cette même tension interne avait fait exploser le FN en 1999 lors de la scission entre lepénistes,

partisans du "seul contre tous", et mégrétistes, soucieux d'explorer à terme la voie d'alliances à droite. A vitupérer seule contre la terre entière en renvoyant dos à dos "pourris" de droite et "traîtres" de gauche, Marine Le Pen condamne son parti à l'isolement, et à l'opposition permanente. Au risque d'attiser en interne l'impatience de ses jeunes cadres ambitieux avides de responsabilités, et dans le pays la lassitude d'une frange de ses électeurs fatigués de collectionner les défaites.

La digne fille de son père

Pire encore, atout au premier tour d'un scrutin pour galvaniser ses partisans, le nom de Le Pen devient un boulet au second tant il réveille les ardeurs de ses opposants. Marine Le Pen et Marion Maréchal Le Pen viennent d'en faire l'expérience au second tour des régionales comme leur aïeul l'a mesuré tout au long de sa vie : en soixante de carrière politique, Jean-Marie Le Pen n'a jamais réussi à remporter en duel une élection au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Sur ce point-là aussi, Marine Le Pen est bien la digne fille de son père.

Renaud Dély

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Les électeurs n'assureront pas éternellement la survie des partis traditionnels français



Cas Mudde Devenez fan
Professeur à l'Université de Georgie,
politologue



AFP

On dit souvent que les responsables politiques ont une vision à court terme, dénuée de toute perspective historique. Cette critique pourrait également s'appliquer à la façon dont les médias traitent de la politique. Les journalistes semblent aller, eux aussi, de crise en crise, en privilégiant la nouveauté au détriment de ce qui fait partie du paysage. Un exemple frappant nous en a été donné la semaine du 7 au 13 décembre 2015. En huit jours, nous sommes ainsi passés du "choc" du premier tour des élections régionales au soulagement du second tour. Et pourtant, la seule surprise de ces élections, c'est qu'elles ont (encore) le pouvoir de nous surprendre.

Le premier tour a fait office de véritable initiation aux programmes de l'extrême-droite. Pour avoir passé des décennies à étudier le succès électoral des partis d'extrême-droite en Europe, nous savons qu'ils réussissent quand l'offre et la demande se conjuguent, comme elles l'ont fait ce mois-ci. La demande pour une politique d'extrême-droite était au plus haut, des années de récession et de stagnation économique ayant alimenté un sentiment contestataire déjà très répandu. La crise des réfugiés et les attentats à Paris -qui sont intimement liés en dépit de preuves parcelaires- avaient orienté le débat vers les thèmes de prédilection de l'extrême-droite: l'intégration européenne, l'immigration et la sécurité.

Si les responsables politiques des principaux partis de gauche et de droite continuent de soumettre des programmes médiocres par la voix

de candidats impopulaires, les électeurs s'abstiendront encore et en plus grand nombre.

En outre, l'offre politique d'extrême-droite en France s'incarne idéalement dans la personne de Marine Le Pen, que tous s'accordent à décrire comme une politicienne extrêmement habile qui a modernisé (plutôt que modéré) et rajeuni un parti à l'agonie, quand son père lui en a enfin cédé les rennes. Pour ne rien gâter, elle affrontait deux adversaires involontaires: François Hollande, président accidentel après avoir remplacé en catastrophe Dominique Strauss-Kahn à la tête du parti socialiste, et Nicolas Sarkozy, devenu président des Républicains alors même que l'UMP s'était déchiré sur la question de sa succession.

Envisagés sous cet angle, le résultat du Front National au premier tour (27,7%) était assez décevant. Après tout, le parti avait déjà remporté 24,9% des suffrages lors des élections européennes de 2014, même si la participation avait été un peu moins importante. En d'autres termes, la plus grande crise des réfugiés de ces dernières années et deux attaques terroristes à Paris ne lui ont permis d'améliorer son score que de moins de 3 points! En revanche, si le second tour a été qualifié de "déroute" pour Marine Le Pen et de "fin du nationalisme", les rangs du FN sont passés d'environ 6 millions à 6,8 millions d'électeurs (soit une augmentation de plus de 10%), un record absolu depuis 40 ans que cette formation existe!

Les analystes estiment qu'un parti aussi peu fédérateur que le FN ne peut pas gagner dans un système pluraliste à la française, et que Marine Le Pen ne peut pas l'emporter au second tour. Mais il n'y a pas de règles en politique. Il est vrai que, jusqu'ici, les électeurs sont venus à la rescousse des partis traditionnels au second tour, que ce soit lors des présidentielles de 2002 ou des régionales de 2015. Ils le referont certainement en 2017. Mais ils ne voteront pas éternellement "en se bouchant le nez" pour le ou la (seul-e) candidat-e capable de battre Le Pen au second tour.

Si les responsables politiques des principaux partis de gauche et de droite continuent de soumettre des programmes médiocres par la voix de candidats impopulaires, les électeurs d'abstiendront en plus grand nombre encore, et pas uniquement au premier tour. Ce phénomène sera amplifié par le bipartisme en vigueur dans ce pays, un système dans lequel le FN de Marine Le Pen s'attaque aux coalitions fluctuantes de ses adversaires. Pour reprendre le constat, de plus en

plus avéré, de la propagande lepéniste, la politique française se transformera en un combat quasi existentiel entre le FN et l'"UMPS." A court terme, cette polarisation poussera les électeurs de tous les partis à se déplacer. Mais seuls ceux du FN continueront à le faire si les partis traditionnels obtiennent une série de victoires de plus en plus serrées, car le Front national leur propose un programme alternatif clair, tandis que les autres formations ne sont unies que dans leur opposition au FN.

Pour que la France reste une démocratie libérale dynamique, elle ne peut pas se contenter d'empêcher le FN d'accéder au pouvoir. Elle doit rajeunir le message positif de la démocratie libérale, et se réapproprié le sens et le message de la devise "liberté, égalité, fraternité". Dans la société civile comme dans les partis politiques, il faut dépasser l'injonction de ne pas voter pour le FN au prétexte que son programme est pernicieux. Le message doit être porteur d'espoir, visionnaire et idéologique. Il doit être exprimé par des responsables politiques compétents et ancré dans les partis politiques.

C'est à cette condition que les électeurs voteront en masse, et pas uniquement au second tour.

Cet article, publié à l'origine sur le Huffington Post américain, a été traduit par Bamiyan Shiff pour Fast for Word.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

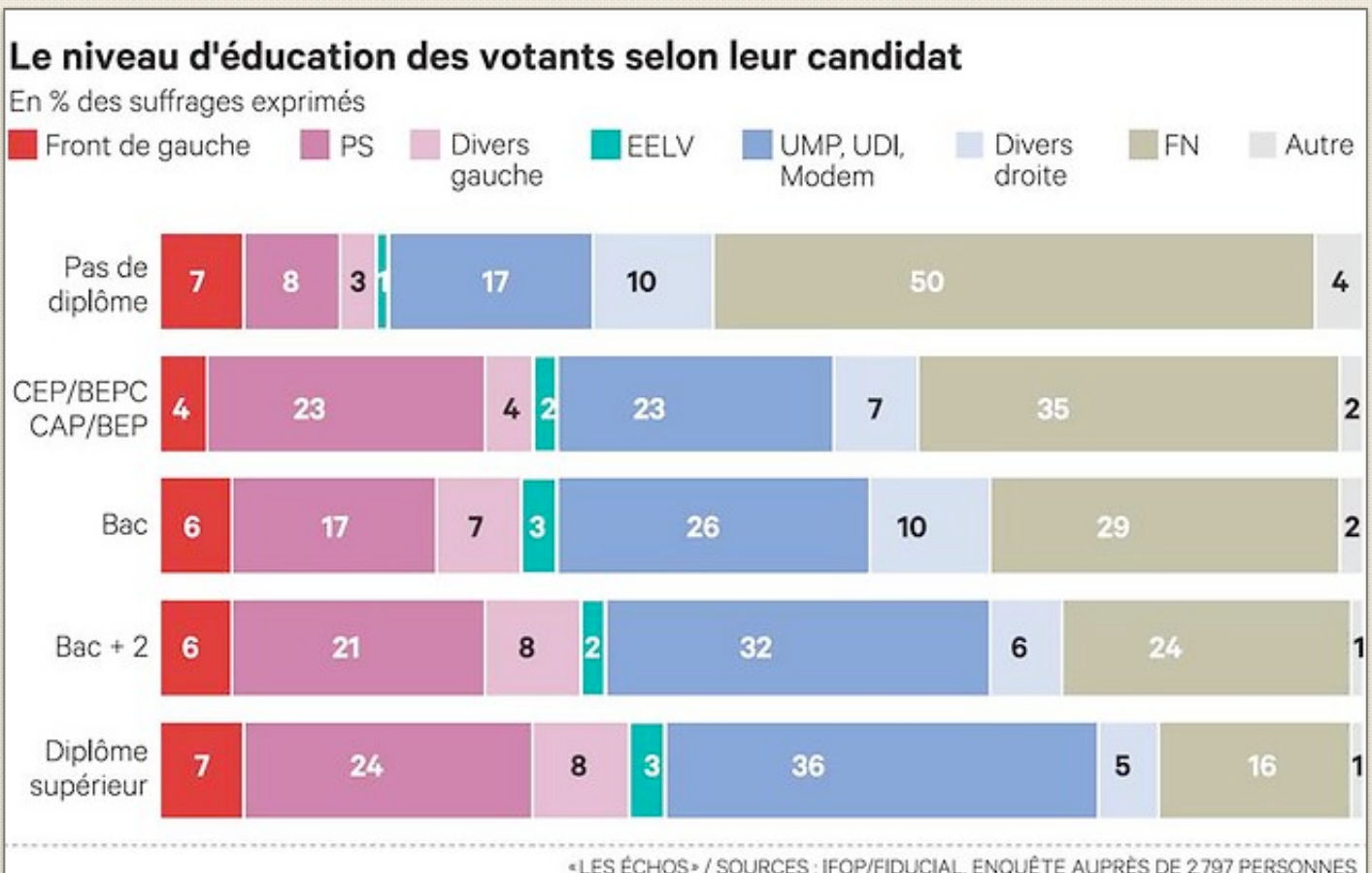
III) Pourquoi les non diplômés ont voté FN



Marion Marechal-Le Pen, le 9 décembre 2015. REUTERS/Jean-Paul Pelissier

Spoiler: pas pour les raisons que vous croyez.

Pendant les élections régionales, le niveau de diplômes des électeurs a beaucoup été scruté, corrélé à leur choix. Une conclusion: plus on est diplômé, moins on vote FN, comme nous l'expliquaient déjà les Echos en mars dernier



Ce graphique a beaucoup circulé ces derniers jours. Je suis toujours gênée de voir passer ces données: les gens qui font tourner ces chiffres m'ont tout l'air, eux, d'être bel et bien diplômés (Ben oui quoi, si tous les idiots avaient fait des études ils ne voteraient pas FN. Comme nous?) Mais que signifie ne pas avoir de diplôme aujourd'hui?

Et, qu'est-ce qui rend davantage de non diplômés et un grand nombre de jeunes (65% des jeunes – 18-24ans– n'ont pas voté au premier tour des élections régionales 35% de ceux qui ont voté ont voté Front national[*]) défiants envers la démocratie et les partis de gouvernement?

Ne pas avoir de diplôme ce n'est pas être un imbécile qui n'a rien compris. C'est d'abord avoir beaucoup plus de difficulté à trouver un travail et beaucoup, beaucoup plus de chances de subir le chômage.. Les différences sont énormes ainsi que l'a montré l'Observatoire des inégalités en janvier dernier:

«Le taux de chômage des non diplômés est trois fois plus élevé que celui des personnes qui disposent d'un diplôme niveau bac+ 2 en 2013. On compte 6 % de chômeurs chez les détenteurs d'un diplôme supérieur à bac + 2, contre 16,8 % chez les non diplômés».

Une différence qui s'est aggravée ces dernières années:

«Depuis le milieu des années 2000, le taux de chômage des diplômés du supérieur a diminué alors que celui des peu qualifiés, hormis un léger recul en 2008, a fortement augmenté, creusant encore les inégalités. La forte progression du chômage amorcée depuis 2009 a particulièrement frappé les non diplômés : leur taux de chômage est passé de 12,7% en 2008 à 17,1% en 2012. Au total, le taux de chômage des non diplômés était 2,2 fois supérieur à celui des diplômés du supérieur, le rapport va aujourd'hui de 1 à 3.»

Évidemment, faut-il le rappeler, ce sont les non-diplômés et les moins diplômés qui se trouveront davantage confrontés à la précarité et auront les salaires les plus faibles. Toute leur vie durant.

L'école française, productrice d'inégalités

En matière d'inégalités, la France est confrontée à

une vraie question éducative et sociale. D'abord parce que les inégalités se reproduisent trop bien dans l'école française. Ensuite, et il s'agit d'une réalité bien documentée par la sociologie de l'éducation, parce que le poids du diplôme initial est particulièrement décisif dans notre pays.

La sociologue Cécile Van de Velde, qui a étudié le destin des jeunes européennes, parle même de «tyrannie du diplôme». Pourquoi tyrannie? Parce que les choix juvéniles fondent et même scellent les destins en France plus qu'ailleurs (si on compare aux pays anglo saxons ou scandinaves par exemple): de même qu'un diplôme d'une grande école est un passeport pour la réussite professionnelle et toute sa carrière (on rappellera à un normalien, un énarque ou un polytechnicien son pedigree jusqu'à son enterrement), il est très difficile de rattraper une absence de diplôme initial. Nous avons en France une représentation sociale commune du fait que la formation et le succès scolaire valident la valeur des individus. Cela explique aussi la faiblesse relative de la formation des adultes dans notre pays.

Manquer d'opportunité de transformer son destin passé vingt ans donne-t-il l'impression de manquer de pouvoir sur sa vie? C'est indubitablement un énorme sujet démocratique. Comment ne pas éprouver de la colère ou découragement quand toutes les portes se ferment devant vous à 16, 20, 25 ans? N'est-ce pas un motif de désengagement politique? C'est ce que je lis dans les statistiques électorales et sociales.

Les décrocheurs

L'Éducation nationale s'intéresse de plus en plus au destin des sans diplômes et des sans qualification. Aujourd'hui on les appelle les décrocheurs (un décrocheur est un élève qui quitte un cursus de l'enseignement secondaire sans obtenir le diplôme finalisant cette formation d'après l'Insee). On estime couramment, comme le relayait le Monde dans un article de novembre 2014, que les coûts associés au décrochage d'un jeune, cumulés tout au long de sa vie (montent) s'élèvent à 230.000 euros.

C'est pourquoi la mesure de 2013 qui consiste à ouvrir un droit au retour en formation pour les 16 à 25 ans peut sembler (me semble) foncièrement intéressante. Cela paraît technique, et le texte de loi avait eu peu d'écho. Pourtant il ne s'agit de rien de moins que de promouvoir l'égalité de choix. Après tout personne ne songerait à dénier à

un élève de classes préparatoires aux grandes écoles la possibilité d'intégrer la fac sans passer le concours auquel il se destinait, à un normalien le souhait de ne pas enseigner toute sa vie, à un diplômé du supérieur de devenir artisan. Il n'y a pas que les élites qui devraient avoir le privilège, le choix et le droit de changer d'avis. La réussite, quelle que soit la forme qu'on lui donne, ne devrait pas être une ambition interdite à ceux qui ont raté le coche.

Cette mesure fait partie d'un ensemble de dispositifs de lutte contre le décrochage. Un sujet dont on parle davantage depuis une petite dizaine d'années. Luc Châtel, ministre de l'éducation de Nicolas Sarkozy avait déjà lancé un plan de lutte contre le décrochage. Quand François Hollande est arrivé au pouvoir il s'est fixé l'objectif de diviser par deux le chiffre de 140 000 décrocheurs par an. La semaine dernière, justement, Najat Vallaud Belkacem annonçait une baisse de 20% de chiffre. Nous en serions à 110.000. Mais ce qui semble intéressant au delà du chiffre en lui même, ce sont les moyens de faire baisser l'effectif de décrocheurs.

Pratiquer l'inclusion sociale

Par exemple grâce aux micro-lycées: de toutes petites structures dans lesquelles des équipes d'enseignants mobilisés font tout pour ramener des élèves à une scolarité normale, quitte à accepter retards et absences, au sein d'une structure cogérée avec les élèves. Objectif: se réconcilier avec les études, obtenir le bac, se construire un avenir et... apprendre aux élèves à se responsabiliser.

Autre idée: motiver les élève. C'est un élément intéressant de la récente communication du ministère de l'éducation sur le décrochage: «début cette année un plan inédit par son ampleur de formation des professeurs au repérage des signes du décrochage et à des pratiques pédagogiques qui impliquent, motivent et valorisent les élèves».

Bien sûr ce n'est pas très précis mais c'est important, primordial. Motiver et valoriser les élèves n'est pas un truc de bisounours: cela revient tout bonnement à pratiquer l'inclusion sociale en classe. Et cela ne signifie pas forcément qu'il faut en rabattre sur ses exigences mais reconnaître à chacun sa place. Une place dans l'école et dans la société.

Bien sûr, au delà des textes, mesures et

préconisations, il y a fort à faire, pour changer nos mentalités mais notons que si le rôle historique de l'école est central dans la construction de la citoyenneté elle (l'école) a encore un rôle à jouer pour la vitalité de la démocratie. Pas seulement et surtout pas forcément en distribuant la bonne parole et en célébrant les valeurs républicaine mais en montrant dans son fonctionnement que l'égalité n'est pas un vain mot. Que le diplôme ne valide pas l'importance des individus et que son projet éducatif doit permettre à tous de se considérer comme des acteurs d'une société qui les inclut et ne leur refuse jamais le droit de s'imaginer un avenir.

1 – Mise à jour: une formulation imprécise a été changée: il y a bien 35% des 18-24 ans qui ont voté FN, et 65% des 18-24 ans se sont abstenus. Retourner à l'article

Louise Turret



IV) Jean-Luc Mélenchon : “Nous sommes dos au mur”



Le soir du second tour des élections régionales, au siège du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon nous a fait part de son analyse du vote FN, de son désarroi face à l'éclatement du Front de gauche, et de sa vision de l'avenir de l'autre gauche. Entretien.

Les élections régionales ont été marquées par la montée du Front national, qui a monopolisé les débats et a conduit à la disparition de la gauche au deuxième tour dans deux grandes régions.

Comment éviter que le score du FN augmente encore à la présidentielle de 2017 ?

Jean-Luc Mélenchon – Il faut réussir à relâter le champ politique. La tactique de Manuel Valls consiste à détruire la gauche au profit d'un nouvel agglomérat du type "Parti démocrate" en Italie, qui fédère tous les centristes. En l'occurrence, ça a été efficace aux régionales puisque dans l'entre-deux tours l'UDI a pris ses distances avec les Républicains. Et ce soir Valls a de nouveau mis en avant le thème de la lutte commune contre l'extrême droite et le jihadisme. Face à cela, Mme Le Pen a donné une latéralisation : les mondialistes contre les patriotes. Moi j'ai dit : le peuple contre l'oligarchie. Ce sont nos marqueurs, et c'est ainsi que nous allons aborder les prochaines batailles démocratiques.

Il se peut que la présidentielle souffre de ce qui vient de se passer, et qu'elle se déroule, elle aussi, dans une ambiance de peur et de méfiance. C'est ce que veut François Hollande : il rêve d'un deuxième tour où il suffit qu'il soit là, c'est-à-dire d'un deuxième tour où elle est là. La présidentielle pourrait donc commencer directement sous le signe du chantage. Mais il est aussi possible que les gens ne soient pas dupes, puisqu'on leur a déjà fait le coup deux fois. Ils pourraient tout aussi bien se dire, à l'inverse : "Je n'abandonne pas mes convictions au premier tour à la porte du bureau de vote, car je ne les retrouve pas en sortant". Glorieuse incertitude des élections.

La gauche sort considérablement affaiblie de ces élections, en dépit du fait que le FN n'a remporté aucune région...

Nous sommes effectivement dos au mur. Je ne parle pas seulement de l'autre gauche, qui est dans un état de catastrophe avancé – je ne sais même pas si elle est guérissable, du fait de cette épouvantable manie des appareillages –, je parle du camp progressiste et humaniste en général, car pour l'instant une vague brune déferle sur l'Europe. Le dernier vote qui a eu lieu dans un pays européen, en Pologne, a vu l'élimination de la gauche, qui n'a plus un seul élu au Parlement. J'espère que ce cycle va s'inverser avec les élections espagnoles.

Certains à gauche vous reprochent de ne pas aller assez loin dans la critique de la mondialisation et de l'Europe, ce qui expliquerait l'échec du Front de gauche à capter le mécontentement populaire

face au Front national. Pensez-vous qu'il faut aller plus loin ?

On a passé notre temps à critiquer l'Europe. Nous sommes les seuls à construire un Comité du plan B pour l'Europe ; en 2009 il n'y a que moi qui ai mis dans ma profession de foi la lutte contre le grand marché transatlantique ; à l'élection présidentielle j'ai été le seul à parler du mécanisme européen de stabilité financière voté en février ; c'est aussi nous qui avons convoqué la manifestation contre la signature du Traité européen. Il est injuste de dire que nous ne faisons rien sur ce terrain.

De même, concernant le FN, c'est moi qui ai proposé d'opter pour une ligne d'attaque "Front contre Front". J'ai gagné mille voix en trois semaines à Hénin-Beaumont [lors des élections législatives de 2012, ndlr]. Qu'en a-t-on retenu ? Que j'étais en échec et que la ligne n'était pas la bonne. Pourtant tout le reste jusqu'à présent n'a produit que des bavardages. Il est normal qu'il y ait débat, mais tout le monde doit balayer devant sa porte. Et si je dois le faire, je ne balaye pas les débris des autres.

La stratégie "Front contre Front" est-elle encore pertinente aujourd'hui ?

La dimension du combat contre le Front national a complètement changé. On s'adapte au fur et à mesure. Il y a quinze ans, j'étais pour l'interdiction du Front national et je faisais campagne avec Charlie Hebdo. Nous n'étions pas nombreux, et on nous expliquait déjà qu'il ne fallait pas s'y prendre comme cela, qu'il fallait critiquer, etc. Qu'est-ce que ça a donné ? Ils sont à 30 %, ils sont à la porte du pouvoir ! J'aimerais que tous ceux qui ont fait des critiques à ce moment-là balayent devant leur porte.



Quand vous voyez la Une de Marianne qui dit "Plus que 18 mois pour éviter ça!", avec Mme Le Pen en présidente de la République, les journalistes sont persuadés entre eux que les gens vont pleurer des grosses larmes et prendre conscience du danger.

Alors allons-y !” Si vous me mettez en Une en disant “Plus que 18 mois pour éviter ça!”, les anciens ressortiraient de leur tombe pour voter pour moi. Les journalistes en général ne comprennent rien à la psychologie de masse.

Comment interprétez-vous le vote FN ?

Certains prétendent que c’est la petite France aigre qui vote FN. Non ! Les gens ont voté FN pour tout faire sauter. Ils n’ont pas fait ça par erreur, ils ne se sont pas trompés, et parfois même ils n’ont rien contre les Arabes et les musulmans. Ils votent FN juste pour tout faire sauter, parce que la bonne société leur a dit : “Ce dont nous avons plus peur que tout, c’est de Mme Le Pen”.

Si le pays essuie encore un choc comme celui reçu le 13 novembre, nous allons avoir encore plus de mal à nous faire entendre. Avant le 13 novembre, l’unique objet des discussions était le niveau auquel serait Mme Le Pen. A partir du 13 novembre, le sujet a été d’un côté à quel point l’immigration et les musulmans sont dangereux, et de l’autre à quel point Mme Le Pen est dangereuse.

Le cynisme du pouvoir c’est qu’il joue avec ça. Il se vante d’avoir obtenu le retrait de ses candidats dans deux régions et d’avoir fait pression en vain dans une troisième. Eux-mêmes reconstruisent un paysage qui est entièrement centré autour de Mme Le Pen.

Quel bilan tirez-vous de la campagne pour le Front de gauche ?

Tous les pires pronostics se sont réalisés pour nous au premier tour : une bataille de chiens entre communistes et verts pour avoir les têtes de liste de l’opposition de gauche – résultat, il n’y a plus d’opposition de gauche du tout –, et des campagnes concurrentes illisibles. C’est une catastrophe. J’étais personnellement pour une campagne nationale, avec un état-major national, une répartition des têtes de liste, des mots d’ordre communs, etc. Mais on m’a fait prévaloir je ne sais quelle réalité des territoires, qui est une vue fumeuse et complètement idéologique. Il n’y a aucun territoire qui existe entre Guéret et Biarritz : le seul territoire qui les sépare, c’est la France. Qu’on ne vienne pas me faire croire que les gens ont pris conscience d’une réalité régionale qui n’existe pas. On a mené une campagne qui n’était même pas au niveau d’une campagne cantonale. Il faut que cela cesse.

Le Front de gauche (FDG) ne survivra donc pas dans sa forme actuelle aux élections régionales ?

Non, ça c’est clair. Les gens sont braves, ils veulent bien voter FDG, mais quand ils vont dans le bureau de vote il y a deux bulletins sur lesquels il y a le logo FDG : que voulez-vous qu’ils y comprennent ? Nous avons eu un mal de chien à construire le FDG, et maintenant qu’il est identifié par tout le monde, on le vide de son contenu. Pourquoi ? Pour une série d’élections locales dans lesquelles les appareillons misent 100 % de leur existence, car les cadres de ces organisations sont pour la plupart des élus régionaux.

C’est totalement démoralisant quand on fait le tour. Les Verts ont bien manœuvré : ils ont fait un chantage partout où ils voulaient la tête de liste, et partout où on ne la donnait pas ils partaient séparément. Ensuite ils ont ramassé tous les votes, puisque les régions où nous sommes unis avec eux ont été comptées pour eux. On nous attribue ainsi 4,5 % des voix, en nous enlevant trois ou quatre régions.

J’ai cru à la bonne foi des Verts, qui me disaient qu’ils étaient d’accord pour faire un label national d’opposition de gauche. Ils n’en ont rien fait. Je voulais déposer ce label au ministère de l’Intérieur pour qu’on soit comptabilisés ensemble dans la catégorie “opposition de gauche”, mais le ministère de l’Intérieur a remis les gens dans des cases. Cela fait beaucoup de déceptions les unes derrière les autres. Il faut reformuler une proposition politique qui tienne compte de tout cela.

Je commence à penser que, bien sûr, le rassemblement des sigles est indispensable, mais que bâtir sa réflexion politique à partir de ça serait une erreur totale : ce qui a un sens politique c’est la combinaison d’une masse de gens qui ne vont pas voter, et d’une masse de gens qui votent de manière insurrectionnelle contre le système et utilisent n’importe quel bulletin de vote qui leur passe à portée de main. Croire qu’il suffirait d’afficher je ne sais quelle union des groupuscules pour satisfaire aux besoins d’union du peuple français contre l’oligarchie est une vue de l’esprit.



par Mathieu Dejean

V) Le pétage de plombs de Marine Le Pen qui tweete l'image d'un corps décapité

Louis Hausalter

Très en colère contre des propos tenus par Jean-Jacques Bourdin mercredi sur « les liens entre Daech et le Front national », la présidente du FN a posté des images extrêmement violentes sur son compte Twitter.



Michel Spingler/AP/SIPA

Mais quelle mouche a donc piqué Marine Le Pen ? Peu après 9 heures ce mercredi 16 décembre, la présidente du Front national s'est insurgée sur son compte Twitter de propos tenus par le présentateur de RMC et BFMTV, Jean-Jacques Bourdin. « Le parallèle fait ce matin par Jean-Jacques Bourdin entre Daech et le FN est un dérapage inacceptable. Il doit retirer ses propos immondes ! », a tweeté Marine Le Pen.

Surtout, la patronne du FN a ensuite posté trois tweets accompagnés d'images très violentes. On y voit un homme écrasé par un char et un autre brûlé vif dans une cage, mais aussi un corps décapité sur lequel repose une tête ensanglantée. La combinaison orange portée par les hommes exécutés laisse supposer qu'il s'agit d'images de crimes perpétrés par le groupe Etat islamique. Marine Le Pen, qui interpelle le compte Twitter de Jean-Jacques Bourdin dans ces trois tweets, les accompagne de ce commentaire rageur : « Daesh c'est ÇA ! » A noter que ces tweets sont signés « MLP », c'est à dire qu'ils ont été rédigés et postés par la patronne du FN elle-même, et pas par son équipe de communication. Gilbert Collard l'a soutenue deux heures plus tard en tweetant l'image d'un autre corps à la tête déchiquetée, avec ce commentaire : « Bourdin compare le FN à

Daech : le poids des mots et le choc des bobos ! »

Voici l'un des tweets en question, que nous choisissons de flouter :



Quels propos de Jean-Jacques Bourdin auraient pu « justifier » des images aussi violentes ? Certainement cette petite phrase prononcée par l'intervieweur vedette à 8h42 précisément ce mercredi matin. Alors qu'il interroge le spécialiste de l'islam Gilles Kepel, Jean-Jacques Bourdin lance : « Revenons sur Daech. Je vais revenir sur les liens entre Daech et le Front... enfin, les liens... pas les liens directs entre Daech et le Front national, mais ce repli identitaire qui finalement est une communauté d'esprit, parce que l'idée pour Daech, c'est de pousser la société française au repli identitaire... » Il laisse ensuite la parole à son invité.

Interrogée par Le Lab d'Europe 1, Marine Le Pen justifie son coup de sang : « Ah bon, ce n'est pas Bourdin qui va loin en faisant un parallèle entre ces barbares et le Front ? » Et de poursuivre : « C'est la deuxième fois qu'il se permet ce genre de comparaison, c'est inadmissible ! Madame Elkrief a fait la même chose dimanche soir. Il est manifestement bon de leur rappeler les atrocités de Daesh pour qu'ils prennent conscience de l'énormité de leur comparaison. »

Plusieurs cadres du FN ont embrayé en appelant leurs troupes à dire tout le mal qu'elles pensent de Jean-Jacques Bourdin à la radio RMC. Le compte Twitter officiel du parti a d'ailleurs posté un appel en ce sens. Un procédé assez classique de la part des frontistes, dont certains avaient notamment appelé à boycotter iTélé après l'éviction d'Eric Zemmour de la chaîne il y a un an. Boycott qui

n'a pas tenu très longtemps, les cadres du FN étant bien vite revenus sur les plateaux de la chaîne info... Autre exemple : Marine Le Pen, mécontente du "traitement de l'actualité" par un journaliste de BFM, a déjà appelé à le spammer directement.



Steeve Briois @SteeveBriois
En mettant sur le même plan le FN et Daesh, qui tue, viole, met en esclavage, @JJBourdin_RMC déshonore sa profession. Il doit s'excuser !

Les règles de Twitter autorisent-elles la publication de photos aussi violentes ? « Vous ne devez pas utiliser d'images pornographiques ou excessivement violentes dans votre photo de profil, photo de bannière ou image d'arrière-plan », explique le réseau social dans sa politique de réglementation des contenus. Ce qui ne concerne pas les photos postées par Marine Le Pen, puisqu'il s'agit d'images insérées dans ses tweets. Le règlement de Twitter ne semble rien prévoir dans un tel cas. En revanche, les internautes sont invités à "signaler" les contenus qu'ils jugent inappropriés... Twitter a le dernier mot quant au devenir des messages gênants. A 11h20 mercredi, les photos postées par Marine Le Pen étaient toujours visibles.



A Suivre...
La Presse en Revue